

**N° 7 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE TERRITORIAL DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET INDUSTRIELLE - ADOPTION.-**

**Intervention de Jean-Paul LECOQ**

L'urgence écologique, indissociable dans notre esprit à l'urgence sociale et à l'urgence démocratique, figure à mon sens au premier rang des priorités à assigner à toutes les politiques publiques.

Par conséquent, organiser la transition écologique et industrielle d'un territoire, est un objectif nécessaire. Nous devons notamment accompagner la décarbonisation de l'économie, de l'énergie, réduire constamment notre empreinte écologique.

Et pour organiser tout cela, la définition d'un pacte dédié localement à cet objectif, sorte de planification de cette transition, mobilisant tous les partenaires, les habitants, les projets, la recherche et les financements, nous paraît une bonne méthode pour y parvenir.

Sauf que nous en sommes très loin ici...

Car le pacte proposé n'est pas un pacte de transition, c'est un pacte de communication, destiné à servir à la veille des élections.

Cette urgence écologique et cette transition industrielle s'imposent à tous les territoires qui accueillent une concentration d'industries. Mais le pacte décrété par le gouvernement est limité aux quatre territoires qui accueillent aujourd'hui une centrale thermique dont la fermeture a été annoncée en avril par l'ex ministre De Rugy.

En le réduisant à ces 4 territoires, le motif est clair : gérer les conséquences de la fermeture d'outils industriels et des plans sociaux qui l'accompagnent.

On n'organise pas la transition, on impose une rupture et on gère dans l'urgence ses conséquences.

Et pour cela, il convient de faire passer la pilule en agglomérant un fourre tout de fiches actions, plus ou moins liées au sujet traité, dont la plupart sont déjà engagées.

On prépare ainsi dans la précipitation une belle photo, avec de belles déclarations prévues d'ici peu. Mais où sont les chiffres sur les engagements financiers, de l'Etat notamment ?

Ce plan pluriannuel d'investissements au service de cette transition, cette planification souhaitable n'existe pas. Et pour cause, ce travail collectif est impossible à réaliser en 8 mois de temps. D'autant que justement ce travail a manqué de collectif...

Le lancement du Pacte a été annoncé par le ministre au Havre en avril de cette année, en même temps que la fermeture de la centrale thermique.

Depuis, tous les partenaires sont priés de lui donner de la consistance en adressant aux services de l'Etat tout ce qu'ils ont en stock comme réalisations et projets ayant un lien avec l'environnement et pas forcément avec l'industrie.

Sur la méthode, il n'y a eu ni concertation, ni co-construction. Un Comité de pilotage sous l'autorité de la sous-préfète du Havre a certes été installé, mais le 21 octobre seulement, et il ne s'est réuni qu'une fois.

Les élus locaux, tout comme les chercheurs, le monde universitaire ou les syndicats n'ont pas été invités à cette unique réunion. Quant aux associations, là encore ce fut visiblement panique à bord.

Si les associations de défense de l'environnement y figurent, encore heureux, les autres se limitent à un seul comité de quartier sur la bonne dizaine de comités ou d'associations de riverains concernés.

Pourtant ce pacte territorial ambitionne de définir et d'accompagner la transition industrielle sur un territoire où 32.000 familles vivent actuellement de l'activité industrielle et portuaire.

Cela renforce notre idée, que ce pacte est une opération de com.

Enfin, deux mots tout de même sur le mobile réel de ce pacte de communication. La fermeture de la centrale thermique du Havre.

Un outil, comme d'ailleurs celui de Cordemais, impliqué avec l'aval de l'ancien ministre Hulot, paradoxalement dans la transition écologique puisqu'un nouveau process basé sur le remplacement du charbon par l'écocombust est en cours de réalisation.

Un outil qui pourrait ainsi jouer pleinement son rôle au service justement de cette transition écologique. D'abord en préservant l'indépendance énergétique du pays. Ensuite en intervenant comme source d'énergie propre pour la mutation énergétique, notamment pour l'alimentation des paquebots de croisière particulièrement polluants actuellement.

Pour des raisons uniquement liées à des effets d'annonce et des gages à donner pour accompagner la transition dialectique du gouvernement en faveur de l'environnement, il raye d'un trait ces outils utiles, détruit des emplois et fait reposer l'alimentation électrique du pays, lors des pics de consommations, sur les centrales à charbon de Grande-Bretagne notamment.

Quelle hypocrisie !

C'est avec ce genre d'outils de com à partir d'un travail déconnecté des gens que l'on renforce la coupure entre les élites et les citoyens. Le sujet, ô combien sérieux, vital même de la transition industrielle et écologique mérite bien mieux que cette tambouille.

Sur un tel sujet nous devons faire preuve d'une rigueur sans faille, l'ensemble des acteurs locaux doivent pouvoir participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette transition.

C'est ainsi que sur notre territoire, nous avons toujours pratiqué. Au-delà des clivages politiques et pour autant sans compromission. Chacun dans son rôle.

Une tradition locale et des savoir faire mis en commun pour créer une économie circulaire et des outils qui sont déjà au service de cette transition. Ne faisant pas croire à travers ce pacte que nous partons de rien. C'est faux. A bien des égards nous sommes des précurseurs dans ce domaine.

Même méthode made in Le Havre et même résultat pour la prévention des risques technologiques comme des risques naturels. Ce qui se fait ici, ce que nous avons fait tous ensemble est utilisé comme exemple à travers le pays et même au-delà.

Ne venons pas chercher à travers ce pacte à cliver, à dévoyer tout ce travail.

L'objectif est bon mais la méthode que l'on cherche à nous imposer est mauvaise. Alors gardons l'objectif et refusons cette manière de faire : centralisée et descendante.

Ainsi, je propose que soit organisés au début de l'année, des Etats Généraux Locaux de la transition écologique et industrielle où tous les enjeux pourront être mis sur la table et où chacune et chacun pourra contribuer concrètement à cette transition.

Je parle bien ici de tout le monde, car tout le monde est concerné.

Industriels, services de l'Etat, collectivités locales, associations, syndicats, chercheurs et les habitants !

A l'heure de l'urgence démocratique, il serait de la plus grande pertinence que nous associons la population au devenir de son avenir.

Mais comme visiblement l'heure de cette urgence démocratique, n'a pas encore été prise en compte, je m'abstiendrais sur ce pacte de communication, car si la plupart des fiches actions sont utiles, la méthode imposée ici est répréhensible du point de vue écologique, sociale et démocratique.